



**Bâtir un programme d'innovation :
Investir dans la croissance économique
et dans des services efficaces**

Présentation prébudgétaire

**MaRS Discovery District
Février 2016**



SOMMAIRE

Le gouvernement du Canada a pris une gamme importante d'engagements, y compris celui d'investir dans l'innovation, d'établir une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale et de rendre les données ouvertes par défaut. Il s'agit de secteurs dans lesquels le MaRS Discovery District possède une expertise unique. MaRS, dont le siège social est à Toronto, est l'un des plus importants centres urbains d'innovation dans le monde. MaRS appuie de jeunes entreprises prometteuses qui s'attaquent aux défis que présentent les secteurs de la santé, de la technologie propre et de la technologie avancée de l'information. Au cours des trois dernières années, ces entreprises ont mobilisé 1,3 milliard de dollars en capitaux et gagné 640 millions de dollars en revenus.

Nous recommandons que le gouvernement envisage d'inclure les engagements qui suivent dans son budget de 2016 afin de faire avancer les piliers clés de son programme.

1. Promotion d'un programme d'innovation

- a. Créer un cadre national de suivi des données afin de réunir des données probantes sur les lacunes, les possibilités et les incidences des programmes dans l'économie canadienne de l'innovation.
- b. Créer un réseau national de centres, d'incubateurs et d'accélérateurs d'innovation qui assurera le partage des données, des programmes et des pratiques exemplaires.
- c. Créer un comité consultatif sur l'innovation afin d'appuyer le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

2. Établissement d'une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale

- a. Établir un groupe de travail multisectoriel chargé de créer cette stratégie de concert avec le gouvernement, en mettant l'accent sur l'application d'outils comme les programmes de contrepartie en matière de capitaux d'investissement d'impact, les fonds versés en fonction de la réussite et le prototypage dans les secteurs stratégiques prioritaires de l'ensemble du gouvernement.
- b. Mettre en œuvre les recommandations formulées par le Conseil consultatif national du Canada au Groupe de travail sur l'investissement social du G8 afin de favoriser la finance sociale et l'entreprise sociale dans le secteur des organismes de charité et des organismes sans but lucratif.

3. Accélération des données ouvertes

- a. Mobiliser les intervenants pour qu'ils cernent les besoins en données, conçoivent des modes de présentation des données et établissent de nouvelles plateformes pour la collecte concertée de données probantes.
- b. Œuvrer de concert avec les commissaires à la protection de la vie privée et les instances de réglementation de la vie privée dans l'ensemble du Canada afin d'élaborer une approche uniforme pour permettre aux citoyens l'accès aux données personnelles détenues par les gouvernements.

1. Promotion d'un programme d'innovation

Enjeu : La réussite de l'économie du Canada tient, en partie, à la mobilisation de notre capacité entrepreneuriale et à l'assistance que nous pouvons accorder à une nouvelle génération de jeunes entreprises prometteuses pour lui permettre de croître et de soutenir la concurrence sur les marchés nationaux et internationaux. Le gouvernement fédéral a un rôle essentiel à jouer dans l'établissement d'un système d'innovation national qui est fondé sur des données, cohésif, pertinent et attrayant pour les partenaires internationaux, les investisseurs, les talents et les sociétés multinationales.

Le rythme du changement dans l'économie nouvelle de l'innovation au Canada s'accélère, et



les outils prévus pour affronter les lacunes et les défis ne sont pas évidents. MaRS continue de mettre au point ses propres outils, misant sur les pratiques exemplaires internationales et sur le corpus croissant d'expérience, tout particulièrement en Ontario où les efforts visant à regrouper un système de démarrage cohésif ont enregistré d'importants gains au cours des dernières années.

Facteurs à considérer

- Il existe de précieux programmes fédéraux qui visent à appuyer l'innovation, mais ils sont souvent difficiles à naviguer, et nombre d'entre eux sont axés sur la recherche et le développement, accordant moins d'importance à la récupération de la valeur en aval par le biais de la commercialisation et de l'accès aux marchés internationaux.
- Les entreprises ont de meilleures chances de devenir des agents moteurs de nouvelles industries, de créer de nouveaux emplois, et de réussir à l'échelle mondiale fortes de l'appui d'un écosystème solide et solidaire, dans lequel l'établissement de liens avec un soutien commercial, de la recherche, des talents, des investisseurs, des clients multinationaux et des marchés nationaux et étrangers peut aisément se faire. Le modèle de centre régional d'innovation a aidé à tisser un écosystème concerté en Ontario, un modèle duquel des leçons pourraient être empruntées pour établir des réseaux similaires dans l'ensemble du Canada.
- L'un des défis critiques de l'établissement d'une politique d'innovation en temps réel et fondée sur des données probantes réside dans l'absence d'un suivi des données de qualité sur l'établissement de jeunes entreprises à forte croissance. Nous ne pouvons pas créer une équipe nationale très performante sans mettre l'accent sur le développement ciblé des nouveaux intervenants les plus forts. C'est la raison pour laquelle MaRS a élaboré et dirige maintenant une initiative de partage des données avec les centres d'innovation régionaux, une initiative visant à établir des données de base crédibles sur les incidences des programmes et à assurer le suivi de l'émergence d'entreprises à forte croissance et de nouvelles grappes d'entreprises. Les données sont assorties aux statistiques du gouvernement et à des sources privées afin de créer une base de données probantes utilisables pour les programmes d'innovation. Cette initiative a attiré l'intérêt des partenaires internationaux et d'autres provinces, car elle aide à aborder un sérieux manque de données dans notre compréhension de l'économie de l'innovation au Canada. Ce modèle pourrait être appliqué à l'ensemble du pays.

Recommandations

- a. Se concentrer sur l'établissement d'un système d'innovation qui est fondé sur des données. Diriger la création d'un cadre commun de suivi des données afin de réunir des données probantes sur les lacunes, les possibilités et les incidences des programmes dans l'économie de l'innovation au Canada.
- b. Se concentrer sur l'établissement d'un système d'innovation qui est cohésif. Créer un réseau national de centres, d'incubateurs et d'accélérateurs d'innovation qui partage des données, des programmes et des pratiques exemplaires, qui permet de former des partenariats de recherche et de développement (R et D) et des partenariats de clients avec les entreprises, qui communique aux entreprises à forte croissance les possibilités d'exportation dans les marchés nouveaux et qui attire des capitaux au Canada.
- c. Créer un comité consultatif sur l'innovation afin d'appuyer le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

2. Établissement d'une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale

Enjeu : Il faut prévoir de nouvelles approches pour s'attaquer aux défis sociaux irréductibles du XXI^e siècle. L'entrepreneuriat et les capitaux privés constituent, pour la plus grande part, des outils inexploités pour stimuler l'innovation et l'impact dans le secteur social. Dans le secteur public, les services ont souvent été gérés dans une optique de prestation et de réalisations – le nombre de personnes atteintes, par exemple – plutôt qu'à l'expérience du citoyen ou aux résultats ciblés.



Facteurs à considérer – entreprise sociale et finance sociale

- Il y a chez les entrepreneurs canadiens, surtout chez les jeunes entrepreneurs, un intérêt croissant dans l'entreprise sociale. Près de 70 % des entreprises de MaRS signalent qu'elles visent à produire un impact social et environnemental. Ces entreprises s'attaquent à d'importants défis, y compris le chômage, l'hébergement et l'itinérance chez les jeunes, le changement climatique, et les maladies chroniques. Un contingent croissant d'investisseurs d'impact au Canada et de par le monde – y compris des fondations, des philanthropes, des sociétés et des institutions financières – s'intéresse à l'alignement du rendement financier sur l'impact social. Cette tendance pourrait permettre d'augmenter de façon considérable les capitaux disponibles pour les entreprises sociales.
- Des fonds d'investissement d'impact sont en train d'être établis dans l'ensemble du pays et sont axés, par exemple, sur l'hébergement à prix abordable, les prêts au secteur caritatif et la technologie propre. Cependant, ces fonds sont encore trop petits pour attirer un capital d'investisseurs suffisant, y compris les grands investisseurs institutionnels comme les fonds de pension. Le gouvernement pourrait jouer un rôle essentiel dans le regroupement et la mise à l'abri des risques des possibilités d'investissement étant donné que le marché se développe par le truchement d'un investissement de contrepartie ou d'une initiative de fonds des fonds, le tout assorti de la bonification de crédit pertinente. Le potentiel de catalyse d'une croissance importante dans l'investissement d'impact est tout particulièrement manifeste dans les secteurs du logement à prix abordable et de la technologie propre, et connaît un essor dans le secteur de la santé.
- Les organismes sans but lucratif et les organismes de bienfaisance adoptent de plus en plus des approches entrepreneuriales qui leur permettront d'optimiser leur impact, et de nombreuses fondations cherchent à aligner de plus près leurs investissements sur leurs mandats de bienfaisance. Cependant, les règles actuelles font obstacle à cette activité. Une récente modification (qui n'a pas encore force de loi) permettant aux organismes de bienfaisance d'investir dans des partenariats limités a été bien accueillie par le secteur.
- À titre de représentant de secteur du Canada au Groupe de travail sur l'investissement social du G8, le MaRS Centre for Impact Investing a eu l'occasion de constater le dynamisme des marchés de la finance sociale à l'échelle mondiale. MaRS a convoqué le Comité consultatif national du Canada au Groupe de travail, lequel a formulé des recommandations bien précises visant à accélérer la croissance du marché de l'investissement d'impact au Canada dans son rapport de 2014 intitulé *La mobilisation de capitaux privés pour le bien collectif : Priorités pour le Canada*, tout en faisant particulièrement allusion à la modernisation des règles régissant le secteur des organismes sans but lucratif et des organismes de bienfaisance :
 - Permettre aux organismes de bienfaisance et à un sous-ensemble d'organismes sans but lucratif (OSBL) dont les objectifs visent clairement le bien collectif de bénéficier d'une exonération d'impôts pour certaines activités commerciales complémentaires et d'exercer d'autres activités commerciales assujetties à l'impôt.
 - Permettre aux organismes de bienfaisance de fournir des bienfaits d'intérêt privé lorsque c'est nécessaire pour offrir des bienfaits d'intérêt public plus vastes, en clarifiant la règle régissant le bienfait d'intérêt public.
 - Permettre aux organismes de bienfaisance d'investir dans des sociétés en commandite.
 - Permettre aux organismes de bienfaisance de faire des investissements au rendement inférieur à celui du marché, lorsque ces investissements contribuent à l'atteinte de leurs objectifs de bienfaisance.

Facteurs à considérer – innovation sociale

- Les services gouvernementaux n'ont pas à composer avec la même nécessité que le secteur privé d'innover et de suivre le rythme des besoins changeants des clients. Toutefois, les citoyens s'attendent de plus en plus à des services gouvernementaux plus adaptés, et les gouvernements reconnaissent que la productivité du secteur public accuse un recul. Le gouvernement a pris d'importants engagements à consacrer un pourcentage fixe des fonds



des programmes à l'expérimentation de nouvelles approches, et ce, afin de mesurer ce qui fonctionne et de concentrer le financement sur les services qui sont efficaces.

- Un des moyens prévus pour réaliser ces objectifs est un fonds prévoyant le versement de fonds en fonction de la réussite, lequel permet aux gouvernements de préciser les prix maximaux qu'ils sont prêts à payer par résultat, permettant ainsi au marché de répondre avec des solutions novatrices. Les gouvernements ne paient que si la réussite est atteinte, des investisseurs privés fournissant le capital d'exploitation. Une concentration sur les résultats signifie habituellement qu'il y a un délai d'exécution plus long pour le financement et l'évaluation. Le transfert de risques vers les investisseurs peut rendre le financement à plus long terme et de plus grande envergure plus attrayant, étant donné qu'il fournit une plus grande garantie de rentabilité. Le MaRS Centre for Impact Investing œuvre de concert avec l'Agence de la santé publique du Canada et la Fondation des maladies du cœur du Canada pour lancer un contrat à versement de fonds en fonction de la réussite et reposant sur un programme de saines habitudes de vie pour les aînés présentant une préhypertension. Six investisseurs privés ont accepté de fournir le capital d'exploitation pour ce programme.
- Un autre moyen prévu est la conception concertée et itérative de services, les utilisateurs ultimes et les autres intervenants aidant à façonner les prototypes. Le MaRS Solutions Lab a eu recours à des laboratoires d'innovation sociale pour réunir les intervenants afin de créer ensemble des solutions à des défis comme le chômage chez les jeunes. Le Solutions Lab œuvre également de concert avec des partenaires afin de simplifier les règles et les procédures gouvernementales dans la perspective des citoyens et des entreprises – une approche qui a permis de réaliser des économies et d'accroître l'efficacité dans d'autres pays.

Recommandations

- a. Établir un groupe de travail multisectoriel chargé de créer une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale de concert avec le gouvernement, en accordant l'importance à l'application d'outils comme les programmes de contrepartie en matière de capitaux d'investissement d'impact, les fonds versés en fonction de la réussite et le prototypage dans les secteurs stratégiques prioritaires de l'ensemble du gouvernement.
- b. Mettre en œuvre les recommandations formulées par le Conseil consultatif national du Canada au Groupe de travail sur l'investissement social du G8 afin de favoriser la finance sociale et l'entreprise sociale dans le secteur des organismes de charité et des organismes sans but lucratif.

3. Accélération des données ouvertes

Enjeu : L'innovation exige des données. Cependant, une importante quantité de données, y compris celles des secteurs vitaux de l'économie, n'est pas accessible à l'extérieur des gouvernements où elles sont conservées.

Facteurs à considérer

- Le fait de rendre les données et l'information accessibles par défaut offre la possibilité de créer de nouveaux débouchés sur le marché et d'améliorer la prestation des services. C'est particulièrement le cas lorsque les données comblent un manque d'information cerné et sont fournies dans des formats utilisables. L'engagement des intervenants est donc important pour déterminer les ensembles de données prioritaires et pour mettre à l'essai les formats de données.
- Un environnement de données fragmenté met en question la capacité des entreprises de soutenir la concurrence et la capacité des fournisseurs de services de répondre aux besoins des clients. Le gouvernement pourrait jouer un rôle de premier plan dans la coordination d'un système de données commun entre les ministères fédéraux, les provinces, les territoires et les municipalités, lequel utiliserait des normes communes en matière de protection de la vie privée et sur le plan juridique et technologique, en plus



d'établir des liens avec des ensembles de données autrement incohérents.

- L'accès des citoyens aux données personnelles appartenant au gouvernement peut se traduire par une prise de décisions plus éclairées, des citoyens habilités, une plus grande responsabilisation du gouvernement et des gains d'efficacité. Par exemple, l'équipe MaRS Data Catalyst a travaillé avec le gouvernement de l'Ontario afin de mettre en œuvre l'initiative du Bouton vert, laquelle met les données sur l'utilisation énergétique dans les mains des consommateurs et des entreprises, permettant ainsi à ceux-ci de faire des choix éclairés qui leur font économiser de l'argent tout en réduisant la consommation d'énergie en période de pointe. De façon semblable, l'initiative MyHealth vise à mettre les données personnelles sur la santé dans les mains des Canadiennes et Canadiens, leur permettant ainsi de mieux gérer leur santé tout en réduisant les pressions s'exerçant sur le système de santé officiel. Une approche semblable pourrait être adoptée pour les données financières personnelles.

Recommandations

- a. Mobiliser les intervenants pour qu'ils cernent les besoins en données, conçoivent des modes de présentation des données et établissent de nouvelles plateformes pour la collecte concertée de données probantes.
- b. Œuvrer de concert avec les commissaires à la protection de la vie privée et les instances de réglementation de la vie privée dans l'ensemble du Canada afin d'élaborer une approche uniforme pour permettre aux citoyens l'accès aux données personnelles détenues par les gouvernements.

Conclusion

Le présent mémoire propose des mesures qui pourraient être mises en œuvre au cours de l'année à venir afin de favoriser l'innovation dans le secteur économique et social. MaRS a été créé afin de favoriser, d'accélérer, d'échelonner et de diffuser l'innovation, ainsi que pour aider à bâtir l'économie canadienne de l'innovation dans un environnement mondial hautement concurrentiel. Notre pays en est à un point d'inflexion critique dans ce domaine, étant donné que d'autres pays augmentent rapidement leurs efforts d'innovation. Nous sommes résolus à appuyer le gouvernement du Canada au fur et à mesure qu'il façonnera la façon dont il avancera vers la réalisation des priorités clés.

Tim Jackson, vice-président exécutif
Sarah Doyle, gestionnaire principale, Recherche et politique

tjackson@marsdd.com
sdoyle@marsdd.com